



Éditorial Michel Salingue, secrétaire général

Question de civilisation

Le degré de civilisation de toute société se mesure, d'abord, au souci qu'elle a des plus faibles et des plus démunis mais aussi à son degré d'organisation du « vivre ensemble ». On pourrait, aujourd'hui, ajouter à son degré de prise en compte de la question écologique. Les handicapés sont parmi les plus faibles d'entre nous et, malgré une réforme prévue, leurs ressources resteront sous le seuil de pauvreté, certains y perdront même jusqu'à 230€ par mois. Au prétexte de contrôle, les chômeurs, déjà exclus du travail, sont désignés à la vindicte populaire. Dans les EHPAD, par manque de moyens, les personnes âgées en perte d'autonomie sont maltraitées. Les retraités

“ C'est le « vivre ensemble », ciment de toute véritable civilisation, qui est alors remis en cause. ”

qui, après une vie de labeur, touchent à peine 1200€ de pension sont considérés comme privilégiés, alors que le seuil de pauvreté se situe à 1015€. Dans notre pays qui se targue d'être le pays des droits de l'homme les réfugiés sont pourchassés. Dans cette société où les écarts de revenus et les inégalités n'ont jamais été aussi importants tous ceux qui ne produisent pas de richesses « sonnantes et trébuchantes », qui ne participent pas de la concurrence de tous contre tous et qui ne sont pas estimés comme hautement productifs sont considérés comme inutiles ou comme un simple coût. C'est le « vivre ensemble », ciment de toute véritable civilisation, qui est alors remis en cause. Et, en premier lieu, les fonctionnaires et les services publics sommés d'être « rentables » par une gestion de type

entrepreneurial inscrite dans une concurrence « libre et non faussée » : les hôpitaux, la Poste, les universités, la SNCF, les aéroports, les autoroutes... Ce fameux « vivre ensemble » passe aussi, et surtout, par une démocratie développée qui devrait innover l'ensemble de la société en tous lieux et en tous temps. Nous nous en éloignons de plus en plus. La démocratie communale, lieu le plus décentralisé de la démocratie politique, devient une coquille vide lorsque le budget des communes est, à la fois, restreint et contraint. La démocratie c'est aussi le dialogue social, aujourd'hui réduit à une simple information sur des décisions prises à coups d'ordonnances. La nouvelle loi renforçant le fameux « secret des affaires » est un dangereux déni de démocratie. Quant au dialogue avec les « corps intermédiaires », le sort réservé aux organisations représentatives de retraités en est un symbole quand ce gouvernement refuse obstinément non seulement de les écouter mais même de les recevoir. La prise en compte de la question écologique et climatique devient aujourd'hui un marqueur essentiel du développement d'une société. Elle nécessite de revoir, en profondeur, les modes de production et de transport. Ce n'est pas le chemin pris actuellement par le gouvernement quand il favorise le transport routier, démantèle la SNCF, ferme les petites lignes de chemin de fer et prône le développement du commerce international au détriment du « produire local ». Décidément il est plus que temps de donner à notre société d'autres axes de développement assis sur une véritable démocratie sociale et écologique. C'est, en définitive, ce qu'exprime, du plus profond de sa conscience collective, le peuple qui, aujourd'hui, manifeste.

■ Paris, le 3 avril 2018